

Rénovation du Cross CORSEN _ TERRASSE INTERMEDIAIRE



360 route de la pointe du Corsen
229810 PLOUARZEL

MAITRE D'OUVRAGE



Ministère de la mer
Direction des affaires maritimes - DAM
Sous-direction des services maritimes et du
Contrôle - SMC
Tour Séquoia
92055 LA DEFENSE



BUREAU D'ETUDES TCE

SOBRETEC
120, rue Rolland Garros
29490 GUIPAVAS

02 98 44 26 61
 contact@sobretec.com



BUREAU DE CONTRÔLE

APAVE
37, Avenue du Baron Lacrosse
29803 Brest

02 98 42 14 44
 Batiment.bretagne-sud@apave.com



C.S.P.S
APAVE
37, Avenue du Baron Lacrosse
29803 Brest

02 98 42 14 44
 Batiment.bretagne-sud@apave.com

CCTP – LOT 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

B24009

IND.	DATE	AUTEUR(S)	MODIFICATIONS
-	09/09/2025	BDB	Première diffusion
A	15/09/2025	BDB	Prise en compte des remarques MOA du 10 septembre 2025 + RICT du 12 septembre 2025

SOMMAIRE

1	OBJET – DEFINITION DE L’OPERATION	3
1.1	OBJET.....	3
1.2	TRANCHE ET PHASE DES TRAVAUX.....	3
1.3	PRESCRIPTION COMMUNE A TOUS LES LOTS.....	3
1.4	CLASSEMENT DU BATIMENT	3
1.5	LIMITES DE PRESTATION	3
1.6	RECEPTION D'AUTRES OUVRAGES	4
2	SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	5
2.1	PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES - DOCUMENTS DE REFERENCE	5
3	ETUDE	6
3.1	BASE DE L'ETUDE ET DES PROPOSITIONS.....	6
3.2	CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L’EXECUTION DES TRAVAUX	6
3.3	HYPOTHESES.....	6
4	CONDITIONS TECHNIQUES D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	8
4.1	ETUDES D'EXECUTION	8
4.2	CHOIX DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	8
4.3	PRECAUTIONS POUR MATERIAUX A RISQUES (PLOMB, AMIANTE).....	8
4.4	INTERVENTION A PROXIMITE DE RESEAUX SOUTERRAINS	8
4.5	IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	9
4.6	COTES ET PLANS.....	9
4.7	TRAIT DE NIVEAU, TRACES, AXES.....	9
4.8	FINITION DES OUVRAGES	9
4.9	RESERVATIONS - RENFORTS.....	9
4.10	SCELLEMENTS - REBOUCHAGES	10
4.11	INCORPORATIONS	10
4.12	TOLERANCES DIMENSIONNELLES	10
4.13	RECEPTION DES SUPPORTS	10
4.14	CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES	11
4.15	ESSAIS DE MATERIAUX ET DE MISE EN ŒUVRE	11
4.16	REVETEMENTS DE PROTECTION DES OUVRAGES	11
4.17	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.).....	11
5	RELATIONS INTER-ENTREPRISES.....	13
5.1	VENTILATION DES DEPENSES COMMUNES.....	13
5.2	GESTION DES DECHETS	13
5.3	NETTOYAGES	13
5.4	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	13
5.5	PROTECTION DES OUVRAGES EN COURS D’EXECUTION CONTRE LE VOL ET LES DEGRADATIONS	14
6	RELATIONS AVEC LES TIERS	15
6.1	ACCES DE CHANTIER - APPROVISIONNEMENT	15
6.2	MATERIEL DE CHANTIER	15
6.3	CIRCULATIONS ET STATIONNEMENT DES VEHICULES DE CHANTIER.....	15
6.4	DEMARCHES ADMINISTRATIVES.....	15
6.5	EXIGENCES PARTICULIERES EN PHASE DE REALISATION.....	16

1 OBJET – DEFINITION DE L'OPERATION

1.1 OBJET

Le CCTP définit :

- Les prestations,
- Les caractéristiques techniques des fournitures,
- Les travaux à exécuter,

Se rapportant aux ouvrages à entreprendre dans le cadre de **la Réfection complète de l'étanchéité de la terrasse intermédiaire ainsi que l'aménagement d'une terrasse (N2) du Cross Corsen à Plouarzel (29).**

1.2 TRANCHE ET PHASE DES TRAVAUX

Les travaux sont prévus en une seule tranche _ **du 09 février 2026 au 03 juillet 2026** _ compris phase de préparation/ plan de retrait.

L'activité du CROSS CORSEN étant permanente 24h24, 7j/7, toute l'année, l'entreprise devra prendre en compte cette contraintes dans sa méthodologie de travail.

1.3 PRESCRIPTION COMMUNE A TOUS LES LOTS

Les prescriptions communes à tous les lots font partie intégrante du présent lot.
L'entrepreneur déclare en avoir pris connaissance et les accepter sans réserve.

1.4 CLASSEMENT DU BATIMENT

Le bâtiment actuel est soumis à la réglementation du code du travail.

1.5 LIMITES DE PRESTATION

Travaux prévus au lot 01 _ INSTALLATION DE CHANTIER _ GROS ŒUVRE _ SERRURERIE :

- Travaux de désamiantage
- Travaux nécessaires à l'installation de chantier (base vie, voie d'accès, tour escalier, coffret de chantier compris alimentation électrique ...)
- Travaux de gros œuvre (dressements des acrotères, traitement des épaufrures ainsi que des fissures, reprise des joints de jonctions entre les éléments préfabriqués, socle recevant les emmarchements,)
- Travaux de serrurerie (vérification des ancrages de potelets, gardes corps, emmarchement extérieur,)
- Travaux de d'électricité et de plomberie (consignation des réseaux, déconnexion et reconnexion des paraboles, création points d'éclairage et prise extérieure étanche et d'alimentation en eau)

Travaux prévus au lot 02 _ ETANCHEITE :

- Protection contre les intempéries du bâtiment existant.
- Les évacuations provisoires des eaux pluviales pour mise hors d'eau du bâtiment.
- Réfection complète de la terrasse intermédiaire comprenant la dépose des existants
- Végétalisation partielle de la terrasse
- Réalisation d'une terrasse sur plot ~~compris cheminement~~
- Changement des lanterneaux existants

1.6 RÉCEPTION D'AUTRES OUVRAGES

Avant exécution de ses propres travaux, l'entrepreneur du présent lot devra vérifier les ouvrages exécutés par les autres corps d'état. Sans remarques de sa part, il prendra à sa charge toutes les sujétions nécessaires afin que ses propres travaux soient réalisés dans les règles de l'art.

2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

2.1 PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES - DOCUMENTS DE REFERENCE

Les ouvrages du présent marché seront exécutés en conformité avec les documents de référence. Suivant l'article 9.1.1 du CCAG travaux, en cas de modification imprévisible de la législation et de la réglementation applicables en cours d'exécution du marché, cette modification donnera lieu à un avenant au marché si elle comporte des incidences économiques.

Ces documents sont les suivants :

- Code de l'Urbanisme, Code de la Construction et de l'Habitation.
- Lois et textes réglementaires en vigueur, compte-tenu de la nature et de la localisation des ouvrages.
- Lois, arrêtés, décrets relatifs aux Établissements Recevant du Public, à l'accessibilité aux personnes handicapées, à la sécurité incendie.
- Règlement sanitaire départemental.
- Cahier des Clauses Techniques Générales.
- Normes AFNOR.
- DTU, règles de calcul, règles professionnelles.
- Avis Technique du CSTB en cours de validité.
- Réglementation thermique, acoustique.
- Réglementation relative à la santé et à la sécurité des travailleurs.

Liste non exhaustive.

L'Entreprise est réputée avoir parfaite connaissance de ces documents.

3 ETUDE

3.1 BASE DE L'ETUDE ET DES PROPOSITIONS

Chaque Entrepreneur participant à l'appel d'offres devra avoir une parfaite connaissance du projet.

Chaque Entrepreneur est tenu de prendre connaissance de l'ensemble des pièces, plans et devis descriptifs de tous les corps d'état. Il ne pourra se prévaloir en aucun cas, ni à aucun moment, de les ignorer, ou de ne pas les avoir consultés. Chaque Entrepreneur est tenu de vérifier que les renseignements portés au CCTP sont exacts, suffisants et concordants. Il lui appartient également de signaler au Maître d'Œuvre avant remise des offres, les erreurs ou omissions ou contradictions décelables par un homme de l'art dans le CCTP et autres documents du Marché.

En cas de contestation, avant clôture des offres, il devra préciser les remarques ou justifications qu'il propose d'apporter. Les prestations dues par chaque Entreprise incluent tant les compléments et sujétions impliqués par la réglementation que celles nécessaires au respect du projet et au parfait achèvement de l'ouvrage.

Certains plans techniques, guides, ayant été établis à partir des fonds de plans architectes sont parfois moins renseignés ou définis que les plans définitifs de l'appel d'offre ; L'Entrepreneur aura à consulter systématiquement, à la fois, les plans techniques pour leurs principes et spécifications et les plans architectes qui seuls définissent les dispositions dites architecturales : volumes des locaux, implantations des divers ouvrages non mentionnés sur les plans techniques.

En cas de contradiction entre pièces écrites et/ou pièces graphiques, l'ordre de priorité des pièces indiqué au CCAP s'applique.

REMARQUE : L'Entreprise doit répondre sur l'ensemble des prestations décrites dans les CCTP, ainsi que sur les compléments indiqués sur plans et qui ne seraient pas décrits aux CCTP.

L'Entreprise devra répondre obligatoirement à toutes les variantes décrites dans le(s) CCTP qui la concerne. Leur montant total sera clairement distinct de celui du devis de base sous forme de plus ou moins-value.

Des variantes peuvent être proposées. Celles-ci devront être, à la fois, pertinentes, argumentées et leur montant total sera clairement distinct de celui de devis de base sous forme de plus ou moins-value.

L'Entreprise répondra obligatoirement sur la DPGF jointe au DCE.

3.2 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX

L'Entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité,
- Avoir procédé à une visite détaillée du site organisée par SOBRETEC (**jeudi 02 octobre 2025 9h00 sur site**) et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, servitudes, règlements de voiries, ...),
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et avoir pris tous les renseignements utiles auprès des Services Publics ou de caractère public, ainsi que des services concédés qui ont, pour certains équipements, des exigences particulières de marque ou de mise en œuvre.

En conséquence, il n'est jamais alloué de supplément quelconque pour sujétions inhérentes à la prise de possession du chantier qui, bien que non précisées ou imparfaitement précisées aux documents contractuels s'avèreraient nécessaires.

3.3 HYPOTHESES

Charges et surcharges sur ouvrages Gros Œuvre :

Les charges permanentes et d'exploitation sont déterminées à partir des normes NFP 06-004 et NFP 06-001.

Résistance au feu :

Structure : Aucune exigence

Plancher : Aucune exigence



Locaux à risques importants (CF 2h) : Chaufferie > 70kw.

Locaux à risques moyen (CF 1h) : Atelier

Isolement par rapport aux tiers : Sans objet.

Contraintes climatiques :

Vent : Zone 3, catégorie de terrain 0

Neige : Région A1

Sismicité :

Zone 2 ; Bâtiment de catégorie IV (bâtiments dont la protection est primordiale pour les besoins de la sécurité civile) ;

SHON créée < 30% ; plancher supprimer à un niveau < 30% : Aucune exigence.

Règlementation thermique

Bâtiment existant : RT existant par élément

4 CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les ouvrages devront être exécutés conformément aux spécifications des documents définis article 2.1, dont la liste est complétée dans chaque C.C.T.P, ainsi qu'à ce qu'il est convenu d'appeler les règles de l'Art.

4.1 ETUDES D'EXECUTION

Les plans d'exécution sont à la charge de l'Entreprise.

Dans le cas où l'Entrepreneur proposerait des modifications par rapport aux spécifications techniques contenues dans le présent CCTP, il devra obtenir l'accord des Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre.

Pour l'établissement des Etudes et Plans d'Exécution, l'Entrepreneur tiendra compte des contraintes réglementaires relatives à la stabilité au feu des ouvrages, à l'isolation thermique, à l'isolation acoustique ainsi que des prescriptions définies dans le présent CCTP.

Les Plans d'Exécution seront soumis à l'approbation du Contrôleur technique et au visa du Maître d'œuvre avant tout commencement d'exécution.

L'Entrepreneur devra se conformer aux rectifications que le Maître d'œuvre et le Contrôleur technique jugeraient utiles d'apporter aux plans, tant sur les aspects techniques et esthétiques dans les limites des documents contractuels.

Les spécifications techniques détaillées seront transmises aux visas du Maître d'œuvre et du Contrôleur technique. Un exemplaire des plans d'exécution et des spécifications techniques détaillées sera systématiquement expédié au Maître d'Ouvrage pour information et pour diffusion au Coordonnateur SPS.

Chaque envoi de Plans d'Exécution des Ouvrages et de Spécifications Techniques Détaillées fera l'objet d'un bordereau d'envoi mentionnant les destinataires dont une copie sera adressée au Maître d'œuvre.

Le délai de visa des documents d'exécution est de 2 semaines. Les Entreprises devront en tenir compte pour le respect du planning, la fabrication ne pouvant commencer qu'après un visa "accepté".

4.2 CHOIX DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les marques ne sont proposées qu'à titre indicatif ; elles définissent le niveau de qualité fonctionnel et esthétique recherché.

L'Entreprise pourra proposer d'autres marques ou des produits nouveaux à condition que le produit proposé soit au moins de qualité équivalente et qu'il ait obtenu l'agrément des Maître d'Œuvre et Maître d'Ouvrage.

L'Entrepreneur remettra les fiches techniques des produits et matériaux proposés.

Il pourra être demandé pour les composants, la fourniture d'échantillons permettant de juger de leur aptitude à l'emploi et de décider des choix.

Dans le cas où l'Entrepreneur propose un produit similaire à celui préconisé dans le C.C.T.P, la fiche technique et/ou l'échantillon présenté(s) sera toujours accompagné du produit défini au C.C.T.P afin de pouvoir établir une comparaison sur le plan qualité.

Sauf spécifications particulières, les finitions, coloris et teintes des produits prévus au C.C.T.P sont choisis par le Maître d'Ouvrage sur proposition du Maître d'Œuvre, dans la gamme du fabricant pour le produit désigné.

4.3 PRECAUTIONS POUR MATERIAUX A RISQUES (PLOMB, AMIANTE)

En cas d'intervention sur une zone concernée ou de découverte fortuite, l'Entrepreneur devra prendre toutes les précautions et dispositions nécessaires, suivant la réglementation, pour effectuer les travaux.

4.4 INTERVENTION A PROXIMITE DE RESEAUX SOUTERRAINS

L'Entreprise devra prendre en compte la présence des réseaux souterrains à proximité du chantier. Celle-ci prendra connaissance de l'ensemble des DT, investigations complémentaires éventuelles, etc. afin de mettre en œuvre toutes les mesures organisationnelles et techniques nécessaires à la réalisation des travaux suivant la classification des réseaux déterminée par l'exploitant.



Classe de précision :

- Classe A : L'incertitude maximale de localisation du réseau est $\leq 40\text{cm}$ pour un réseau rigide et $\leq 50\text{cm}$ pour un réseau flexible.
- Classe B : L'incertitude maximale de localisation du réseau est supérieure à celle de la classe A et $\leq 1,5\text{m}$.
- Classe C : L'incertitude maximale de localisation du réseau est $> 1,5\text{m}$.

L'Entreprise se référera, si besoin, aux clauses techniques et financières particulières.

L'Entreprise réalisant les travaux devra présenter une autorisation d'intervention à proximité des réseaux et l'Entreprise effectuant le géoréférencement ou la détection par mesure indirecte devra être certifiée.

4.5 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Chaque lot doit l'implantation des ouvrages dont il a la charge et la conservation des repères d'implantations pendant la durée des travaux.

Que l'ouvrage ait été réalisé par lui ou par un autre Entrepreneur, en cas d'incohérence constatée conduisant à un dépassement des tolérances, l'Entrepreneur est tenu d'alerter le Maître d'œuvre et le cas échéant, l'Entreprise responsable.

La responsabilité pourrait, le cas échéant, être engagée à son encontre pour les ouvrages qu'il a réalisés et pour ceux réalisés par d'autres mais liés à ses propres ouvrages.

4.6 COTES ET PLANS

L'Entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes et s'assurer de leur concordance dans les différents plans, avant tout commencement d'exécution.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans, sauf pour les dessins à grandeur d'exécution.

En cas d'erreurs, d'insuffisances ou de manque de cotes, l'Entrepreneur devra en référer au Maître d'œuvre qui fera lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

Les Entrepreneurs resteront seuls responsables des erreurs ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour eux, ou pour les autres corps d'état, l'oubli ou l'inobservation de cette clause.

Les dimensions intérieures des locaux ne pourront en aucun cas être modifiées.

4.7 TRAIT DE NIVEAU, TRACES, AXES

Sans objet

4.8 FINITION DES OUVRAGES

Les Entreprises devront impérativement respecter les arases des différents ouvrages, en respect des plans d'exécution.

Les concertations et interfaces entre les différents lots seront occasionnées en amont des exécutions.

Des plans d'exécution seront fournis par les Entreprises suffisamment tôt pour respecter les arases préconisées.

Les dispositions seront prises pour respecter les équerrages des pièces et locaux et le contrôle devra être organisé en nombre suffisant.

Des vérifications pourront être organisées à la demande de la Maîtrise d'Œuvre.

4.9 RESERVATIONS - RENFORTS

Pour de petits passages ($\varnothing \leq 125\text{ mm}$) dans les ouvrages béton, chaque Entreprise doit assurer à ses frais, et sous sa responsabilité, les réservations, scellements qui lui sont nécessaires pour réaliser le passage de ses propres ouvrages.

La définition de l'implantation des réservations incombe à chaque Entreprise pour ses propres ouvrages, sous réserve de respecter les règles et contraintes techniques des ouvrages supports traversés par les réservations.

Au cours de la période dite de préparation, chaque Entreprise établira les plans afférents à ses propres ouvrages, dont les plans de réservation qui lui sont nécessaires.

Ces plans seront soumis, avant exécution, à l'approbation des partenaires, Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, Bureau de Contrôle, Entreprises concernées, notamment celles réalisant les ouvrages supports.



Pour des réservations de $\varnothing > 125$ mm dans les ouvrages béton, chaque entreprise établira les plans de réservation qui lui sont nécessaires. L'entreprise de Gros œuvre exécutera les réservations, renforts, scellements à ses frais.

4.10 SCHELLEMENTS - REBOUCHAGES

Les scellements, rebouchages de réservation et raccords dans les murs, planchers, cloisons et tous ouvrages traversés, sont à la charge de l'Entreprise qui en a l'utilité, sous le contrôle de l'Entreprise ayant réalisé l'ouvrage support. Ceci concerne l'ensemble des réservations qu'elle aurait commandé, ainsi que les percements exécutés par son personnel.

Les interventions pour rebouchages, raccords et scellements qui nécessitent du soin, notamment dans les ouvrages fragiles (cloisons et plafonds plâtre) et pour obtention de fini acceptable (parements de murs et sols) seront exécutées par les spécialistes professionnels du lot, au compte de l'Entreprise qui a demandé les réservations et renforts sous sa responsabilité.

Les rebouchages et scellements sont à effectuer à l'aide des mêmes matériaux ou de matériaux compatibles avec ceux composant la paroi à reboucher.

Les interventions pour rebouchages, raccords, scellements ne doivent en aucun cas altérer la qualité et le parement de l'ouvrage support.

Dans le cas de traversées de parois coupe-feu, celles-ci devront retrouver leur valeur CF initiale après intervention et passage des réseaux.

Les litiges se régleront directement entre corps d'état avec arbitrage éventuel du Maître d'Œuvre.

Les calfeutrements au pourtour des menuiseries restent à la charge de l'Entrepreneur de gros œuvre ou l'Entrepreneur de cloisons légères suivant la nature des parois.

4.11 INCORPORATIONS

L'incorporation dans un élément d'ouvrage de pièces appartenant à un autre élément d'ouvrage incombe, sauf dispositions contraires du descriptif, à l'Entreprise réalisant le contenant sous le contrôle de celle qui à la charge du contenu.

4.12 TOLERANCES DIMENSIONNELLES

Elles devront satisfaire aux conditions établies dans les documents suivants :

- Norme NF P01.101 de Juillet 1964, "Dimensions des constructions - Dimensions de coordination des ouvrages et des éléments de construction".
- DTU et recommandations professionnelles mentionnés dans les divers CCTP.
- En cas de contradiction, ce sera la plus contraignante des conditions qui prévaudra.
- Le non-respect des tolérances peut entraîner deux conséquences :
- Des incidences financières sur les autres lots de manière à respecter néanmoins la qualité finale du produit : le litige se règle dans ce cas directement entre les lots avec arbitrage éventuel du Maître d'œuvre.
- Des défauts qui ne peuvent être rattrapés : dans ce cas, après avis du Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre peut demander :
- Soit la démolition et la réfection de la partie d'ouvrage incriminée, ces travaux étant à la charge des Entreprises responsables.
- Soit accepter de ces mêmes Entreprises un dédommagement justifié.

4.13 RECEPTION DES SUPPORTS

Une Entreprise ne doit pas prendre en charge un support pour la réalisation de ses travaux avant de s'être assurée que ce support lui en permette la réalisation conformément à leur objet technique et esthétique tel qu'il est défini dans le présent dossier et pour une finition conforme aux règles de l'Art.

Elle doit en l'occurrence réceptionner contradictoirement le support avec l'Entreprise qui l'a réalisé et, en cas d'incapacité à l'emploi (en particulier non-respect des tolérances), le support devra être mis en conformité aux frais de l'Entreprise responsable, l'arbitrage du Maître d'œuvre pouvant, le cas échéant, être recherché.

Si l'Entrepreneur ne suscite pas cette réception, sa responsabilité sera recherchée en cas de non-conformité du produit fini.

4.14 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES

Chaque Entreprise effectuera son propre contrôle interne.

En début de chantier, l'Entrepreneur précisera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les Entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du Marché. Un contrôle visuel des produits sera effectué afin de s'assurer qu'ils sont en bon état.
- Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que les fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- Au niveau de l'interface, entre corps d'état, l'Entrepreneur vérifie tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'Entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU ou règles de l'art.
- Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les DTU et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

4.15 ESSAIS DE MATERIAUX ET DE MISE EN ŒUVRE

Chaque Entreprise aura à sa charge la réalisation des essais d'autocontrôles des matériaux et de mise en œuvre. Ces essais seront effectués soit à l'initiative de l'Entreprise, soit à la requête de la Maîtrise d'œuvre ou du Bureau de Contrôle. Ces essais seront effectués par des organismes réputés et agréés officiellement comme tels. Ils seront choisis par l'Entreprise. Le nombre des essais n'est pas limitatif. Les frais entraînés par ces essais seront à la charge des Entreprises. Par ailleurs, tous les essais préconisés dans les DTU seront réalisés par les Entreprises.

Les Entreprises devront effectuer, avant réception, les essais et vérifications figurant sur les fiches d'attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence Qualité Construction. Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux qui devront être adressés pour examen au Bureau de Contrôle en deux exemplaires. Ce dernier adressera au Maître d'Ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portant sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

Dans tous les cas, pour les équipements mis en place et pour les prestations fournies, les PV d'essais en laboratoires des équipements, pour lesquels l'agrément est lié à ces essais, positifs, seront fournis obligatoirement (PV en cours de validité).

4.16 REVETEMENTS DE PROTECTION DES OUVRAGES

Les Entreprises devront une protection contre l'humidité et l'oxydation de tous les éléments utilisés pour la construction, pour une installation ou pour un équipement quelconque, à l'exception du béton, de la maçonnerie.

Des métaux non ferreux ou métallisés, seront livrés sur le chantier, revêtus, après nettoyage et brossage sur toutes leurs parties, y compris celles destinées à être scellées, cachées, ou inaccessibles après pose, d'au moins une couche de peinture ou produit de nature appropriée, constituant une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation. La peinture et le produit employé à cet effet sera préalablement soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre et du peintre, seul responsable de la totalité des peintures.

En l'absence de cet agrément, ou dans le cas où la protection réalisée serait jugée insuffisante, ou se détériorerait avant l'exécution de la peinture définitive, ou ne tiendrait pas les apprêts, le Maître d'Ouvrage pourra, sans supplément de prix, imposer l'exécution d'une couche supplémentaire (après, le cas échéant, suppression de la protection déjà exécutée).

4.17 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.)

Pour les opérations préalables à la réception, les Entreprises remettront :

- Au Maître d'ouvrage ~~(DIRM)~~ **CROSS CORSEN**, un 1 exemplaire sous forme dématérialisé par mail sécurisé via une plateforme type FRANCE CONNECT ou équivalent **_ la plateforme sera à confirmer en fin de chantier.**
- Au Maître d'œuvre, en 2 exemplaires papier + 1 transmission par mail sécurisé via une plateforme type FRANCE CONNECT ou équivalent **_ la plateforme sera à confirmer en fin de chantier.**



Le Dossier des Ouvrages Exécutés comprenant :

- Les plans d'exécution et de recollement (avec les fichiers compatibles dwg ou pdf),
- Les spécifications techniques détaillées des ouvrages réalisés,
- Les notices d'utilisation ou de fonctionnement des installations,
- La nomenclature, les références, documentations et adresse des fournisseurs des matériaux et procédé mis en œuvre,
- Les certificats de traitement et provenance des bois,
- Les procès-verbaux de classement au feu des matériaux mis en œuvre,
- Les certifications des produits et procédés, le cas échéant,
- Les PV des essais de fonctionnement (AQC),
- Les résultats des essais mentionnés aux CCTP ou demandés en cours de chantier,
- Un sommaire détaillé du contenu du dossier.

5 RELATIONS INTER-ENTREPRISES

5.1 VENTILATION DES DEPENSES COMMUNES

Les Entreprises devront se conformer aux prescriptions du CCAP concernant les comptes prorata et inter-entreprises. Lors de la ventilation des dépenses, elles respecteront la répartition prévue au CCAP de l'opération en liaison avec l'Entreprise gérant ce compte.

Une commission de gestion des comptes prorata sera établie en début des travaux ; cette commission désignera le gestionnaire des frais à répartir :

- Frais pour branchements en eau et électricité,
- Dépenses de consommation d'eau,
- Dépenses pour consommation d'électricité,
- Autres, à définir en commission.

5.2 GESTION DES DECHETS

Chaque Entreprise est responsable des déchets et gravois qu'elle produit. Le brûlage des déchets sur le chantier est interdit. Le tri sélectif est obligatoire.

5.3 NETTOYAGES

Durant l'exécution de ses ouvrages, chaque Entrepreneur veillera à conserver le chantier en état permanent de propreté. Il exécute les nettoyages afférents à son intervention, au fur et à mesure de la réalisation de ses ouvrages. Des nettoyages complets seront réalisés régulièrement pendant toute la durée du chantier, obligatoirement chaque jour en fin de journée.

Les Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre seront particulièrement vigilants pour que les nettoyages soient parfaits, soigneux et complets. Si le Maître d'œuvre estime que les nettoyages effectués par les Entreprises sont insuffisants, il fera intervenir une Entreprise de nettoyage, soit :

- A la charge de l'Entrepreneur responsable.
- A la charge du compte-prorata, si la responsabilité est partagée par plusieurs Entrepreneurs.

5.4 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Toutes les mesures de sécurité seront prises sur le chantier face aux risques liés aux travaux en élévation et aux travaux à réaliser à proximité des propriétés mitoyennes.

Les moyens appropriés seront prévus pour assurer la sécurité du personnel de chantier, l'ensemble des personnes et biens du voisinage tant en ce qui concerne les matériels de manutention, levage, exécution et tous dispositifs œuvrant sur chantier ainsi qu'en rapport avec les produits utilisés sur chantier.

Les Entreprises devront suivre les prescriptions de sécurité et affectations des dépenses s'y rapportant, édictées dans le PGC SPS.

5.5 PROTECTION DES OUVRAGES EN COURS D'EXECUTION CONTRE LE VOL ET LES DEGRADATIONS

Les Entreprises sont responsables de leurs ouvrages jusqu'à leur réception. Elles devront prendre toutes dispositions pour que ceux-ci ne soient pas détériorés compte tenu, en particulier, des aléas de chantier.

Au cours des travaux, chaque Entrepreneur prendra toutes précautions pour ne pas endommager les parties d'ouvrage réalisées par les autres intervenants, et existantes conservées, laissées en place. Il placera les dispositifs de protection qu'il jugera nécessaire.

Les réparations des dommages causés aux autres ouvrages pour lesquels sa responsabilité serait reconnue lui seraient affectées.

En cas de vol, l'Entrepreneur assure le remplacement juste avant réception des ouvrages.

6 RELATIONS AVEC LES TIERS

6.1 ACCES DE CHANTIER - APPROVISIONNEMENT

Les accès de chantier et approvisionnement devront se faire sans troubler la tranquillité du voisinage ou même le fonctionnement de l'établissement concerné par les travaux s'il est occupé.

Chaque Entrepreneur devra prendre les contacts nécessaires, et obtenir les autorisations pour accéder au chantier et réaliser ses installations tant auprès des collectivités locales, services, administrations, qu'auprès des voisins.

Chaque entreprise devra fournir la copie des CNI des personnes intervenantes sur le chantier.

Les accès de chantier seront définis en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre.

Chaque Entrepreneur reste responsable jusqu'à l'achèvement des travaux du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, installations de toutes natures effectuées par les travaux et de tous les ouvrages existants, qu'ils soient enterrés, en surface, au droit de l'emprise du chantier, ou extérieurs.

La voirie au droit du chantier devra être tenue en bon état de propreté pendant toute la durée du chantier, elle sera nettoyée régulièrement. Chaque Entreprise assure le nettoyage des voies d'accès au chantier que ses véhicules et ceux de ses fournisseurs auraient sali.

Les réseaux aériens ou enterrés maintenus en service seront protégés.

6.2 MATERIEL DE CHANTIER

L'Entrepreneur devra respecter et se conformer à la réglementation régissant l'utilisation des matériels :

- Moyens de levage : Le choix des moyens de levage appartient à chaque Entreprise qui est réputée les avoir pris en compte dans son offre. Une optimisation de ces moyens sera toutefois recherchée par limitation du nombre d'engins. Les dispositifs de levage retenus par les Entreprises tiendront compte de la spécificité des lieux (accessibilité, sol, existants...) et recevront l'agrément du coordonnateur SPS.

- Echafaudage : Le choix de la nature et la mise en place des échafaudages nécessaires à la réalisation des ouvrages incombent à chaque Entreprise qui est réputée les avoir pris en compte dans son offre. Les dispositifs seront notamment installés sur support stable et seront munis de l'ensemble des protections requises (garde-corps, plinthes.). L'Entreprise prévoira toutes les sujétions d'emprise sur la chaussée, de mitoyenneté, de réalisation de plateforme de travail pour l'assise de son matériel.

6.3 CIRCULATIONS ET STATIONNEMENT DES VEHICULES DE CHANTIER

Les circulations et les emplacements pour parking des véhicules seront définis en accord avec le Maître d'Ouvrage, de façon à ne pas perturber les fonctionnements et la sécurité des personnels de l'établissement concerné par les travaux s'il est occupé.

6.4 DEMARCHES ADMINISTRATIVES

L'Entrepreneur fera siennes des démarches administratives auprès des divers services concernés, afin d'obtenir toutes autorisations et renseignements concernant :

- Déclaration d'ouverture de chantier,
- Obtention des autorisations de voirie,
- Déclarations à souscrire auprès des administrations et concessionnaires : ville, voirie, gaz, téléphone, eau, courants forts, etc.

S'il le souhaite, l'Entrepreneur fera procéder, à ses frais, à un état des lieux par constat d'huissier, avant et après les travaux, en présence du maître d'ouvrage.

6.5 EXIGENCES PARTICULIERES EN PHASE DE REALISATION

Le CROSS Corsen fonctionne en continu, 24h/24 et 7j/7. Les travaux devront être pensés et mis en œuvre de manière à permettre une continuité du service.

Le site est sécurisé, de ce fait, il sera réaffirmé les points suivants, à savoir :

- L'accès au CROSS Corsen est soumis à un ensemble de règles de sécurité. L'ensemble des personnes accédant au site devront se soumettre au contrôle d'identité.
- Des demandes d'autorisation pour les personnes ainsi que la circulation des engins de chantier et le matériel
- L'apposition sur la tenue de travail ou sur le casque d'un signe d'appartenance à une société, ou le port d'un badge nominatif est à prévoir sur le chantier
- Le CROSS sera le point d'entrée pour les demandes d'autorisations (personnels, circulation des engins et du matériel)

L'attention du candidat est attirée sur la présence de nombreux équipements. Leur présence est susceptible de rendre plus complexes :

- Les coupures des réseaux électriques qui les alimentent,
- L'intervention sur les toitures en phase chantier, pour des questions de protection des travailleurs vis-à-vis des champs électromagnétiques.
- Les équipements ne pourront être coupés que de manière ponctuelle, et à condition d'une planification validée avec le maître d'ouvrage.